Résolution sur la Biélorussie: le traitement inhumain et l'hospitalisation de Viktor Babariko, éminent chef de l'opposition

2023/2693(RSP) - 11/05/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 533 voix pour, 9 voix contre et 27 abstentions, une résolution sur la Biélorussie : le traitement inhumain et l'hospitalisation du leader de l'opposition Viktar Babaryka.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Verts/ALE, ECR et les députés.

Pour rappel, en juillet 2021, l'ancien candidat à la présidence Viktar Babaryka a été condamné à 14 ans de prison pour des motifs politiques. Ses avocats et sa famille se voient refuser toute demande d'information ou de contact avec lui.

Le Parlement a demandé instamment aux autorités bélarussiennes de cesser immédiatement les mauvais traitements infligés à Viktar Babaryka et aux autres prisonniers politiques, et de garantir une assistance médicale appropriée et l'accès aux avocats, à la famille, aux diplomates et aux organisations internationales afin qu'ils puissent évaluer leur état et leur apporter de l'aide. Il a demandé la libération immédiate et inconditionnelle de Viktar Babaryka et de son fils Edouard, ainsi que de Mariya Kalesnikava, Maksim Znak, Siarhei Tsikhanouski, Pavel Seviarynets, Mikalai Statkevich, Raman Pratasevich, Andrzej Poczobut, Ales Bialiatski et de tous les autres prisonniers politiques en Biélorussie.

L'UE et ses États membres sont invités à :

- développer un programme d'assistance ciblé de l'UE pour aider les victimes de la répression politique, y compris en améliorant les procédures d'asile et en fournissant un abri temporaire dans l'UE pour ceux qui cherchent un refuge politique;

- étendre et garantir l'application correcte des sanctions de l'UE contre les individus et les entités responsables de la répression au Belarus, y compris les juges, les procureurs, les forces de l'ordre, les responsables des prisons et des colonies pénitentiaires, ainsi que les personnes qui soutiennent le régime;

- appliquer des sanctions contre les responsables de la déportation illégale d'enfants ukrainiens vers la Biélorussie.